



# Résistances

ATTAC Biterrois

[enkidou@club-internet.fr](mailto:enkidou@club-internet.fr)

Réunions les 1<sup>er</sup> et 3<sup>ième</sup>  
vendredis du mois à Béziers.  
18h30, 30 avenue Victor  
Hugo, Béziers.

Renseignements

Alain 06 23 79 36 76

ATTAC Jaur Sommail

[Lacigale-stpons@wanadoo.fr](mailto:Lacigale-stpons@wanadoo.fr)

Réunions le 2<sup>ième</sup> mercredi de  
chaque mois au tabac La Cigale  
(Route de Castres à Saint Pons)  
à midi et demi.

Renseignements

Pierre 04 67 97 17 88

Permanence mercredi sur le  
marché de Saint Pons

ATTAC Bédarieux

Réunions les 1<sup>er</sup> et 3<sup>ième</sup> mardis  
de chaque mois.

Renseignements

Denis 04 67 95 14 99

**SITE ATTAC BEZIERS :**  
<http://attacbeziers.free.fr>



**Résistances** est un art  
collectif.

Supplément à Ligne  
d'ATTAC.

Envoyez vos articles pour le  
prochain journal à

[serge.rec@free.fr](mailto:serge.rec@free.fr) ou à A  
Fauré, 19 chemin du Mas  
Bouran, 34290 Servian

Imprimé par nos soins sur  
papier recyclé.

## Paradis fiscaux, fraude fiscale : la grande hypocrisie...

Le scandale que l'Allemagne connaît en matière de fraude fiscale et les cris d'horreur qui l'accompagnent peuvent prêter à sourire ou à pleurer, c'est selon. Sourire, car il serait confondant de naïveté de croire que ce type de pratique est isolée et qu'elle est uniquement le fait de la dérive d'une poignée de personnes. Pleurer pour les mêmes raisons... En réalité, il serait illusoire et même dangereux de penser que la communauté internationale découvre l'ampleur de ce phénomène. Le constat est en effet solidement établi : la concurrence fiscale et les paradis fiscaux « font système », ils inspirent de nombreuses stratégies financières, juridiques, fiscales...

La lutte contre la criminalité financière constitue rarement une priorité nationale, pas plus en France qu'ailleurs. L'absence de victimes directes facilement identifiables « explique » cette faiblesse constante des gouvernements. Ils se donnent les moyens de recenser les vols de voitures, mais, par une succession de tolérances, de compromissions et de reculs, ils se sont privés des instruments de mesure de la grande délinquance de l'argent. Quand de tels faits divers arrivent à la Une, le gouvernement français hausse le ton :

« Nous avons la ferme volonté de traquer tout ce qui ressemble à de la fraude fiscale », déclarait Laurent Wauquiez, porte-parole du gouvernement. En France, près de 200 personnes seraient concernées par le scandale du Liechtenstein. Elles y ont placé leur patrimoine pour échapper à l'impôt. Un milliard d'euros - ou beaucoup plus, que le Ministère des finances devrait aller chercher dans l'intérêt de tous les Français...

Mais peu à peu, l'actualité « oublie », et nos dirigeants aussi.

À travers le monde, plus de 50 pays se sont spécialisés dans la défiscalisation partielle ou totale des revenus de capitaux appartenant à des citoyens(nes) d'autres pays. C'est ainsi que plus de 12 000 milliards de dollars US se retrouvent dans des paradis fiscaux. Suite à la mondialisation des marchés financiers, les paradis fiscaux sont peu à peu devenus un grave danger pour la démocratie.

En Autriche et en Allemagne 10% de la population détiennent plus des deux tiers de la richesse totale et à l'inverse, deux tiers de la population ont peu ou pas de fortune, voire des dettes. En France, les 10% les plus riches possèdent 46% de la richesse, et au niveau mondial on arrive à 85%.

Si l'on n'impose pas les revenus du capital, ou si on les impose insuffisamment, cet argent fera défaut pour le financement des biens, services et institutions collectifs. L'éducation, l'environnement, la santé, les transports publics, les universités, les soins aux personnes âgées, etc. nécessitent une solidarité nationale. Les paradis fiscaux empêchent ce financement solidaire.

Et dans les « grandes réformes » que désirent entreprendre nos dirigeants, la lutte contre les paradis fiscaux n'est pas à l'ordre du jour.

Etonnant, non ?

Au moment où on nous répète que « les caisses sont vides » !

## Les Rapaces à l'Université

Après s'être attaqués à la Poste, à EDF, à la SNCF et j'en passe mais pas des meilleures, nos apprentis sorciers veulent la peau des universités.

En **2005-2006** un peu plus de 1,4 millions d'étudiants étaient inscrits dans les **85 universités** françaises soit environ **60 % des étudiants**. Or ces établissements restent les parents pauvres du système éducatif : leurs moyens financiers représentent la moitié de ceux des classes préparatoires des Grandes Ecoles. L'Etat a laissé volontairement se détériorer leur situation et veut maintenant les privatiser.

L'insertion professionnelle devient le principal objectif attribué à l'Université et les étudiants doivent adhérer à l'économie capitaliste selon les vœux des grands entrepreneurs. L'Université est sommée de **produire du profit**, de dispenser des **formations adaptées aux besoins du marché**. Pour la Commission de l'Union Européenne, l'UNESCO, l'OCDE, l'Université doit être **compétitive**. Elle doit être dirigée comme une entreprise et mettre en **concurrence** ses différents pôles.

Le **président d'une université** nomme les membres du Conseil d'Administration, recrute le personnel enseignant et fixe la rémunération de ce dernier ; il peut embaucher des enseignants avec un contrat précaire ; il peut privilégier certains diplômés pour attirer des capitaux. Un contrat précaire est également prévu pour les thésards alors que ce qui leur faut ce sont des postes stables. Ainsi la dépendance des chercheurs est renforcée car ils n'ont pas le temps ni les moyens techniques d'approfondir leurs travaux.

Les **organismes nationaux de recherche** comme le CNRS, l'INRA subissent une politique d'affaiblissement. Une nouvelle organisation de la recherche existe depuis 4 ans : **l'Agence Nationale de la Recherche**. C'est elle qui finance les projets scientifiques et lance des appels d'offre sur des thématiques. Grâce à elle le gouvernement renforce le pilotage et le contrôle de la recherche. Le CNRS est appelé à gérer seulement des problèmes de moyens, de personnel mais ne disposerait plus de laboratoires. Pourtant il était le seul organisme à pouvoir rivaliser avec les centres de recherches mondiaux.

Les **étudiants** devront quant à eux effectuer davantage de **stages** quelle que soit leur filière. Ces stages profitent aux entreprises puisqu'ils leur évitent d'employer du personnel en Contrat à Durée Déterminée. D'après le gouvernement les étudiants découvrent ainsi le milieu professionnel alors que **2/3** d'entre eux **travaillent déjà pour payer leurs études** ! L'Université ne serait pas capable de dispenser des connaissances professionnelles.

Avant la vocation de l'Université était d'abord de développer l'esprit critique des étudiants pour former des citoyens. Avec la « **loi relative aux libertés et aux responsabilités des universités** » le gouvernement continue son travail de sape contre les services publics.

Marielle.

LE PARLEMENT RATIFIE LE MINI-  
TRAITÉ EUROPÉEN

À 590 VOIX  
CONTRE 20 MILLIONS !



## La fameuse « concurrence libre et non faussée »

Entrée en vigueur depuis 14 ans l'ALENA a eu des effets dévastateurs sur l'agriculture du Mexique. Les productions américaines subventionnées ont inondé ce pays et ruiné des millions de petits paysans.

**Les subventions à la production sont de 700\$ pour un paysan mexicain, de 21 000\$ pour un fermier américain.**

Bilan : 2 millions d'emplois agricoles perdus, 2 millions d'hectares en jachère, et 8 millions d'agriculteurs mexicains obligés d'émigrer aux Etats-Unis.

Une chercheuse américaine, Laura Carlsen précise : « Chaque heure, le Mexique importe pour 1,5 million de \$ de nourriture et, au cours de cette même heure, 30 fermiers mexicains passent aux Etats-Unis ».

Et depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, la libéralisation des échanges agricoles entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique est devenue totale...

Oh ! Bonheur !

## LE PROFIT AVANT L'HOMME (de Noam Chomsky, 1999)

Chomsky – considéré comme le plus grand intellectuel vivant - est le principal critique de la mythologie qui fait des marchés « libres » quelque chose de naturel : joyeux refrain martelé sans fin : l'économie est concurrentielle, rationnelle, efficace, équitable. Les marchés ne sont jamais compétitifs.

L'économie est, pour sa plus grande part, dominée par de très vastes sociétés qui disposent d'un pouvoir de contrôle énorme sur leurs marchés et, par conséquent, n'ont guère à affronter cette concurrence qu'évoquent les manuels et les discours des politiciens.

De surcroît, elles sont en réalité des organisations totalitaires, opérant selon des règles non démocratiques.

La mythologie de la liberté des marchés prétend également que les appareils d'Etat sont des institutions inefficaces dont on devrait limiter les pouvoirs de manière à ne pas porter tort à la magie d'un laisser-faire naturel.

La mondialisation est le résultat de la puissance des Etats, notamment des Etats-Unis, qui imposent des accords commerciaux aux peuples du monde pour permettre plus facilement à leurs grandes sociétés, et aux riches, de dominer les économies des nations de toute la planète sans avoir aucune obligation envers les peuples. Ce processus est parfaitement clair dans la création de l'OMC (Organisation mondiale du commerce).

Chomsky a étudié, à partir de la mise en place de l'ALENA (Accord sur le Libre Echange dans le Nord Amérique), comment le pouvoir procédait pour arriver à ses fins.

Il est important de priver l'opinion publique d'informations. Aux Etats-Unis, toutes les salles de rédaction avaient à leur disposition deux études importantes, publiées à l'occasion de la rencontre : l'une de Human Rights Watch, l'autre de l'Economic Policy Institute de Washington – organisations qui ne sont pas exactement inconnues. Les deux rapports analysaient en profondeur les effets de l'ALENA, salué lors du sommet comme un véritable triomphe et un modèle pour la ZLEA (zone de libre échange des Amériques) – les gros titres des journaux rapportaient les éloges qu'en faisait G Bush et bien d'autres, comme autant de vérités d'Evangile. Les deux études quant à elles, furent escamotées de manière à

peu près générale. Il est facile de comprendre pourquoi. Celle de Human Rights Watch détaillait les effets du traité sur les droits syndicaux et concluait qu'ils avaient été déléterés dans les trois pays concernés. Celle de l'EPI était plus étendue : des économistes y observaient les conséquences de l'ALENA, sur les travailleurs, et déclaraient que c'était l'un des rares accords à avoir porté tort à la majorité de la population, là encore dans les trois pays signataires.

La conséquence de tout cela, ce sont des vies et des communautés détruites au Mexique, tandis que l'économie américaine en profite : comme le souligne l'étude du Woodrow Center, « la consommation des classes moyennes urbaines continue à être financée par l'appauvrissement des travailleurs agricoles, au Mexique comme aux Etats-Unis ».

Le Bureau International du Travail (BIT) a signalé une « épidémie mondiale » de graves troubles mentaux, souvent liés au stress éprouvé sur les lieux de travail. Le BIT conclut que la « mondialisation » en est pour une large part responsable parce qu'elle entraîne « une perte de la sécurité de l'emploi », de fortes pressions sur les travailleurs et une charge de travail accrue, notamment aux Etats-Unis. Qualifiant « d'extraordinaire » les performances économiques américaines, Alan Greenspan (président de la Réserve Fédérale américaine, la FED) soulignait tout particulièrement l'importance de ce sentiment d'insécurité, qui permet aux employeurs de réduire les frais de main d'œuvre. La Banque mondiale est bien d'accord là-dessus et reconnaît que « la flexibilité du marché du travail » a « mauvaise réputation, désignant en fait baisse des salaires et licenciements, [...] néanmoins, elle est essentielle dans toutes les régions du monde ».

En bref, selon l'idéologie dominante, le licenciement des ouvriers et la réduction des salaires sont autant de contributions cruciales à la santé de l'économie.

On retrouve bien des similitudes entre l'ALENA et notre Union Européenne.

Devant un tel constat, Chomsky n'est pas pessimiste.

Tout son travail consiste à faire appel aux activistes démocrates afin qu'ils refondent entièrement notre système médiatique, de telle sorte qu'il puisse s'ouvrir à des perspectives et

à des enquêtes opposées aux grandes sociétés et au néolibéralisme.

A chaque progrès historique, de l'abolition de l'esclavage à la décolonisation, il a bien fallu surmonter l'idée que c'était « impossible » puisque cela n'avait encore jamais été fait.

Et Chomsky de rappeler que c'est à l'activisme politique organisé que nous devons les droits démocratiques et les libertés dont nous jouissons (suffrage universel, droits civiques, droits des femmes, des syndicats...)

Si on fait comme s'il n'existait aucune possibilité de changement favorable, il n'y en aura aucune.

C'est à nous de choisir.

Jean-François

<p><b>CONFERENCE SUR LA GESTION DE L'EAU ORGANISEE PAR ATTAC BEZIERS LE 09/02/08</b></p>
--

Il n'existe que **0,65% d'eau douce potable et disponible sur toute notre planète**. C'est une ressource qui se renouvelait et qui était stable : il faut 1000 ans pour que le cycle de l'eau se fasse ; aujourd'hui **40% de l'eau douce potable est polluée** surtout par **l'agriculture** qui reste la **plus grande consommatrice d'eau** et par **l'industrie**.

En 2000 des ONG ont demandé que l'accès à l'eau soit inscrit dans la Déclaration Universelle des droits de l'Homme. Un refus leur a été signifié car sous la pression néolibérale les dirigeants politiques ont préféré le considérer uniquement comme un besoin vital.

Pour ATTAC **l'eau** n'est pas une marchandise et il ne faut pas en tirer profit. C'est un **bien commun qui appartient à tous et à personne** ; il n'existe pas de propriétaire. C'est aussi un **bien public** : tous les humains ont droit à disposer d'eau ; les services publics doivent distribuer l'eau, protéger la ressource et la santé des usagers ; la gestion doit se faire à toutes les échelles (locale ; nationale, mondiale). Ce bien économique **ne doit pas être marchand** ce qui est possible grâce à la gestion publique. L'enjeu est très simple : **comment agir pour que tout le monde ait accès à l'eau potable ?**

Avec **l'augmentation de la population les ressources en eau diminuent** et pour trouver une autre source cela demande une dizaine

d'années. La ressource doit être sécurisée : il faut avoir davantage d'eau que nécessaire. La distribution reste très réglementée.

Les **maires disposent de la compétence de l'eau** et ils lèvent des impôts pour l'appliquer. Ils sont **toujours responsables de la qualité** de l'eau même s'ils transfèrent cette compétence à leur communauté de communes. Ce sont les Conseils municipaux qui élisent les personnes qui s'occupent de la gestion dans une agglomération ou dans une communauté de communes.

**6 agences de l'eau** existent en France dont les **3 prédominantes**, Générale des Eaux-Véolia, Saur, Lyonnaise des Eaux, effectuent **80-85%** de l'approvisionnement. L'importance de la gestion privée constitue une **spécificité française**. Aux Etats-Unis 90% de l'eau est gérée en régie directe. En France de plus en plus d'ingénieurs du privé s'accaparent le savoir-faire hydraulique.

L'eau est payée uniquement par le règlement des **factures d'eau**. **50% du prix concerne le forage, le traitement**. Une partie du paiement est reversé à la collectivité. Les communes doivent obligatoirement tenir un budget pour l'eau distinct du budget général. Lorsqu'il s'agit d'une **gestion privée** le **prix** de l'eau **augmente de 30-40%** à cause de la corruption, de l'enrichissement personnel, du financement de partis politiques. Certaines entreprises privées s'attribuent 60% de marge. Un certain nombre d'illégalités concerne le montant des factures, le paiement répété des compteurs, les provisions pour renouvellement. L'eau est une **source de profit très stable** car les contrats durent 10-15 ans. Le Partenariat Public-Privé consiste pour les entreprises privées du Nord à faire payer le prix le plus élevé aux pays du Sud. Ainsi en Bolivie le prix a été multiplié par 2 et suite à la révolte du peuple le retour à la régie directe a été décidé.

Quand des habitants veulent que la gestion passe en **régie** il est préférable qu'ils consultent d'abord le rapport sur le prix, la qualité de l'eau. Ensuite qu'ils comparent les prix entre gestion publique-gestion privée. Ils peuvent aussi participer à la **commission consultative des services publics locaux** et envoyer à leur mairie un questionnaire à remplir fait par ATTAC. La démarche est longue et compliquée avant d'aboutir à une régie. La commune doit recruter du personnel compétent

payé 40% de moins que dans le privé et le gérer. Elle a souvent tendance à employer des personnes non compétentes par clientélisme. En cas de **rupture de contrat** lors d'un retour à une gestion publique, la commune doit rembourser le manque à gagner au délégataire. Parfois cela coûte moins cher comme à Grenoble.

Dans les milieux où il pleut rarement la population n'utilise au maximum que 10l d'eau par jour et par famille. En Afrique 40l sont consommés en moyenne par jour. Par contre dans les zones touristiques pauvres en eau comme au sud du Maroc, l'eau est gaspillée. L'eau n'est pas également accessible à tous. Ainsi, **un Islandais dispose de 600m3 par an et un habitant de la bande de Gaza de 53m3**. ATTAC propose que soit donné gratuitement 20l par jour et par personne et que ceux qui en veulent davantage paient.

L'eau est devenue un **enjeu planétaire** et un moyen de pression : certains pays comme la Turquie, le Soudan en menacent d'autres d'empêcher l'eau de s'écouler jusque chez eux. Pourquoi un **double réseau** séparant l'eau potable de l'eau brute n'est-il pas mis en place ? Cela commence à être fait mais coûte cher. Selon la législation l'eau brute n'est pas autorisée dans les habitations. L'eau du robinet n'est pas de l'eau us e traitée. Elle provient des nappes phréatiques et est traitée.

Marielle.



## L'indignation sélective du Medef

**600 millions d'euros de caisse noire à PIUMM**, le patronat de la métallurgie ; 20 millions d'euros pour « fluidifier les relations sociales », entendez pour corrompre ; 1,5 million d'euros d'indemnits de départ au « salarié » Denis Gautier-Sauvagnac.

Et Laurence Parisot, nouvelle Jeanne d'Arc qui veut « nettoyer » le patronat au karcher, s'indigne.

S'indigne-t-elle des 150 à 180 milliards (milliards !) d'euros détournés chaque année (chaque année !) depuis un quart de siècle (vingt-cinq ans !) de la masse salariale vers les profits ?

En France ; ailleurs, c'est pareil : environ 10% des PIB. Non, elle et tous les commentateurs bien-pensants préfèrent parler de « moraliser le capitalisme ». « Capitalisme moral » est un oxymore, c'est-à-dire une contradiction dans les termes.

Mais le Medef ne compte pas dans ses rangs un Corneille, capable d'utiliser une figure de style telle que celle qu'il met dans la bouche du Cid : « Cette obscure clarté qui tombe des étoiles... ». Il ne compte que de l'argent, toujours de l'argent, rien que de l'argent.

## Réveillons le premier mai !

Cette année les attaques portées en France mais aussi dans l'ensemble des pays de l'UE contre le droit du travail seront au centre de **la discussion que nous aurons le 30 avril lors de notre « réveillon du premier mai »**.

C'est pour cadrer cette discussion que nous nous sommes adressés à Richard Abauzit, que nous comptons sur lui pour un «  tat des lieux » (qu'est-ce qui reste en place, qu'est-ce qui est menacé, que faut-il défendre en priorité...).

Mais il ne s'agit pas uniquement de compter les mauvais coups que nous porte ce gouvernement, il ne suffit pas d'annoncer les tempêtes à venir, d'éditer une sorte de bulletin météo de la casse sociale qui nous indiquerait quand et sur quel thème mobiliser.

Il ne suffit pas davantage de nous gausser de l'injonction gouvernementale « travaillez plus ! » qui vise autant à nous abrutir qu'à écarter aussi bien les questions à propos de la

faisabilité d'une « croissance sans fin » que celles qui ont trait à la légitimité de la répartition des richesses.

Il s'agit de prendre conscience qu'une oligarchie financière a détourné à son profit les institutions plus ou moins démocratiques qui existaient dans les différents pays d'Europe et qu'elle applique partout les mêmes politiques, avec les mêmes conséquences : les détenteurs de capitaux voient leurs « revenus » grossir d'une part croissante des richesses produites servant à la rémunération du travail alors que la « rémunération du travail » (c'est-à-dire non seulement ce qui reste en bas de la feuille de paye, mais aussi tous les salaires socialisés : protection sociale - maladie, chômage, allocations familiales, retraites...) diminue régulièrement !

Se mobiliser pour une Europe sociale, c'est affirmer que, si par exemple la part des retraites représentent aujourd'hui en France 12,5% du PIB, il est possible de maintenir l'actuelle proportion entre salaire et retraite à l'horizon 2030 et de faire face à l'évolution démographique si on porte la part des retraites à 18,5% du PIB.

L'augmentation de 7% de la part du PIB dévolue aux retraites intervenue depuis les années 50 n'a pas constitué un élément de déstabilisation sociale, bien au contraire, mais c'est le détournement au profit des détenteurs de capitaux, et au détriment des salariés, d'une part croissante des richesses qui est cause des difficultés actuelles.

Mais si on veut lutter avec quelque efficacité contre l'oligarchie, il est nécessaire de peser politiquement au niveau européen, une revendication essentielle est par exemple l'harmonisation de la fiscalité et notamment la taxation des profits (y compris l'instauration d'une taxe type Tobin qui contribuerait à limiter l'évasion fiscale, le blanchiment de l'argent sale et l'ensemble de la criminalité financière.

Mais pour peser politiquement, ou même pour se mobiliser efficacement dans l'ensemble des pays d'Europe, on ne peut se contenter d'agir au niveau local, ou même hexagonal quand on sait que près de 80% des textes législatifs validés par nos parlementaires ont été élaborés au niveau européen.

C'est pour cette raison qu'Attac s'implique autant dans les forums sociaux européens, pour cette raison que début août nous tiendrons à Sarrebruck notre première université d'été européenne.

Alain

## LOCAL ATTAC BEZIERS Appel à cotisation

Afin de travailler dans de meilleures conditions, le CA d'ATTAC Béziers a décidé de louer un local, 30 avenue Victor Hugo. Bien des choses pourront se faire ainsi.

Ce « confort » a un coût. Il nous faut une cotisation pour assurer la pérennité de la location. **Une cotisation de 15€/personne et par an suffirait** (à condition que chacun puisse verser cette somme). Aussi, nous faisons un appel à cotisation : chacun voyant l'effort qu'il peut faire.

Chèque à envoyer à Serge Recoules.

## AGENDA AGENDA AGENDA

**Café citoyen** : le 1er avril sur la péniche "Le Capharnarhum", pont de Sauclières à Béziers à 18h 30 : « Qu'est-ce que la laïcité ? »

**C.A. Attac Béziers** : 30 rue Victor Hugo le 1<sup>er</sup> et 3<sup>ème</sup> vendredi du mois à 18h30.

- « **Attac base** » : 1er au 4 mai rencontre européenne. Rencontre des adhérents des CL européens à Berlin

- **CNCL** : 17 et 18 mai

- **Contre sommet** : dès le 13 juillet contre les ambitions méditerranéennes de Sarkozy, à Marseille (Présidence Française de l'UE de juillet à décembre).

- Arrivée de "**l'alter tour pour la biodiversité cultivée et une planète non dopée**" le 27 juillet sur le Salagou (immense fête!!!)

- **Université d'été des attac d'Europe** (1er au 6 août Sarrebrück)

- **Université citoyenne d'attac** (22 au 26 août)

**Cotisations Attac** : Tous les ordres de prélèvements automatiques donnés pour 2007 ou avant ont été annulés,

Pour régler votre cotisation 2008, vous pouvez retourner l'appel à cotisation joint au Lignes d'Attac n° 64 accompagné de votre règlement (chèque, coordonnées des votre carte bancaire).